

Nations Unies  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

VINGT ET UNIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 1072<sup>e</sup>  
SÉANCE**

Mardi 22 novembre 1966,  
à 15 h 5

**NEW YORK**

SOMMAIRE

Point 52 de l'ordre du jour:

*Examen général des programmes et activités  
entrepris en matière économique et sociale,  
en matière de coopération technique et dans  
des domaines connexes par l'Organisation  
des Nations Unies, les institutions spéciali-  
sées, l'Agence internationale de l'énergie  
atomique, le Fonds des Nations Unies pour  
l'enfance et toutes les autres institutions  
et agences se rattachant au système des  
Nations Unies (suite) . . . . . 311*

Président: M. Moraiwid M. TELL (Jordanie).

POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général des programmes et activités entrepris en matière économique et sociale, en matière de coopération technique et dans des domaines connexes par l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et toutes les autres institutions et agences se rattachant au système des Nations Unies (suite) [A/6428, A/C.2/L.877/Rev.3, A/C.2/L.895, A/C.2/L.899, A/C.2/L.900, A/C.2/L.901/Rev.1]

1. M. PARDO (Malte) dit que l'étude générale prévue dans le projet de résolution à l'étude (A/C.2/L.877/Rev.3) répond aux intérêts vitaux tant des pays développés que des pays en voie de développement, qui désirent assurer l'utilisation maximale des ressources disponibles. De plus, en établissant des objectifs réalistes et coordonnés, l'étude bénéficiera à long terme à tous les organismes des Nations Unies.

2. Dans la troisième révision de leur projet de résolution, les auteurs ont tenu compte autant que possible des diverses objections soulevées. L'autorité du Conseil économique et social est pleinement respectée dans le nouveau texte, qui stipule, au paragraphe 7 du dispositif que le comité ad hoc devra faire rapport à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil. En outre, la documentation à présenter au comité ad hoc a été détaillée avec plus de précision et les diverses modifications apportées auront pour effet de réduire les incidences financières.

3. Les auteurs ne peuvent accepter les amendements présentés par le Canada (A/C.2/L.895), où il n'est pas tenu compte de l'urgence de l'étude proposée. Le deuxième amendement aurait pour effet de différer d'au moins deux ans le début des travaux pratiques.

4. Pour M. KAUL (Inde), la principale question est celle de savoir si l'étude proposée doit être entreprise par un organe du Conseil ou par un organe de l'Assemblée générale. Etant donné que le comité ad hoc de 21 membres envisagé dans le projet comprendrait les 16 membres du Comité du programme et de la coordination, il semble contre-indiqué de le constituer en dehors du Conseil. C'est au Conseil qu'incombe la coordination des activités économiques et sociales de tous les organismes des Nations Unies et, par conséquent, l'argument selon lequel des organismes tels que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (UNCTAD) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) ne seraient pas couverts par l'étude si celle-ci était effectuée par un organe subsidiaire du Conseil est dénué de fondement.

5. La délégation indienne appuie les objectifs du projet de résolution, qui fournissent des directives bien définies pour l'étude. Elle pense toutefois que l'étude devrait être entreprise par le Comité du programme et de la coordination, dont la composition pourrait être éventuellement élargie. Par la suite, si la Commission estimait que le travail n'a pas été fait convenablement, elle pourrait réexaminer l'ensemble de la question.

6. M. DERESSA (Ethiopie) souligne que le problème chronique de la coordination prend de plus en plus d'importance à mesure que les activités des organismes des Nations Unies prennent plus d'extension et de complexité. En conséquence, la délégation éthiopienne accueille avec satisfaction les propositions contenues dans le projet de résolution et votera pour ce dernier.

7. M. Donald MACDONALD (Canada) estime que, contrairement à ce qu'a laissé entendre le représentant du Ghana, les amendements présentés par sa délégation ne sont nullement incompatibles avec la position qu'elle avait précédemment adoptée; il rappelle à ce sujet sa déclaration antérieure (1065<sup>e</sup> séance), dans laquelle il a dit qu'il était prématuré de créer un nouveau comité au stade actuel.

8. On considère qu'il faudra au moins six mois pour préparer la documentation nécessaire à l'étude et, par conséquent, il n'y aurait aucune perte de temps si le Conseil formulait ses recommandations à sa quarante-troisième session, qui, d'ailleurs, se tiendra en juillet et août 1967 et non pas dans un an.

9. M. FERNANDINI (Pérou) propose de remplacer la partie du paragraphe 1 du dispositif qui précède les mots "et chargé d'entreprendre" par le texte suivant:

"Décide de constituer, pour trois ans, un comité ad hoc de vingt et un Etats Membres, composé des membres du Comité du programme et de la coordination du Conseil économique et social et de cinq Etats Membres supplémentaires".

10. M. HILL (Secrétariat) fait observer que la note du Secrétaire général sur les incidences financières (A/C.2/L.899) se borne à évaluer les coûts qui viendraient s'ajouter aux dépenses budgétaires normales pendant la première phase envisagée dans le projet de résolution. Elle n'indique pas le coût total de l'étude générale, même pendant cette première phase, ni celui des réaffectations éventuelles de personnel. Les incidences financières ont été calculées en partant de l'hypothèse que le comité ad hoc se réunirait pendant trois semaines au Siège et pendant une semaine à Genève. Cependant, s'il était décidé de ne pas tenir de session à Genève, les dépenses en seraient réduites de presque un tiers.

11. En ce qui concerne les rapports mentionnés au paragraphe 5 du projet de résolution, on pense que les quatre premiers pourraient être prêts pour le milieu d'avril 1967. Pour ce qui est du rapport mentionné à l'alinéa e du paragraphe 5, on ne pense pas que le rapport analogue demandé par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement puisse être prêt avant le mois de juin 1967.

12. Bien que les incidences financières de l'étude envisagée pour les institutions spécialisées ne soient pas nécessairement élevées en ce qui concerne la première phase, les représentants de certaines institutions ont rappelé que leur budget était déjà fortement grevé et ont exprimé l'espoir que l'exécution de l'étude n'exigera qu'un minimum de fonctionnaires de rang supérieur de manière à ne pas porter préjudice à la mise en œuvre de programmes présentant un intérêt plus direct pour les pays en voie de développement.

13. M. PARDO (Malte) est surpris du coût estimatif de la traduction et de la dactylographie du rapport final; il rappelle, à ce sujet, qu'un tel rapport doit, de toute façon être établi par le Comité du programme et de la coordination.

14. M. NATORF (Pologne) signale à la Commission que les premier, deuxième et quatrième amendements figurant dans le document A/C.2/L.900 ont été retirés. Le troisième amendement a été incorporé dans le document A/C.2/L.901/Rev.1, dont sa délégation ainsi que celles de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques sont maintenant coauteurs.

15. M. BADAWI (République arabe unie) dit que les trois pays en voie de développement qui ont présenté le document A/C.2/L.901/Rev.1 se félicitent de l'esprit de coopération qui a permis à trois délégations de pays socialistes d'en devenir coauteurs. C'est là une nouvelle indication du fait qu'un grand nombre de membres de la Commission reconnaissent la valeur de l'étude proposée dans le projet de résolution; les opinions ne divergent plus qu'en ce qui concerne la composition de l'organisme qui sera chargé de l'étude. Les auteurs des amendements visent deux objectifs: souligner le caractère continu

du processus de coordination et la nécessité concomitante de ne pas entraver les activités de coordination du Conseil, et assurer que tous les membres du Comité du programme et de la coordination élargi soient désignés de la même manière et aient de ce fait, le même statut. Afin de répondre à l'une des principales objections des auteurs du projet de résolution, les amendements prévoient en outre que le comité élargi recevra son mandat de l'Assemblée générale.

16. M. CHAMMAS (Liban) fait observer qu'il ne semble guère y avoir de différences de fond entre le projet de résolution et les amendements qui viennent d'être présentés. La proposition tendant à ce que l'étude générale soit entreprise par le Comité du programme et de la coordination, élargi en conséquence, plutôt que par le comité ad hoc mentionné dans le projet de résolution, n'est rien de plus qu'un changement d'appellation; dans l'un ou l'autre cas, ce sont les membres du Comité du programme et de la coordination qui formeraient le noyau de l'organe chargé de l'étude générale. D'ailleurs, il est regrettable que la Commission continue à être divisée au sujet du degré d'autorité à reconnaître à l'Assemblée générale dans le projet de résolution définitif, étant donné que la compétence de l'Assemblée en matière de coordination est établie dans la Charte des Nations Unies et ne saurait donc être remise en cause. Il ne faut pas oublier non plus que, si le Conseil économique et social est prié d'élargir son comité du programme et de la coordination ou, d'autre part, si le Président de l'Assemblée générale est prié de désigner cinq Etats Membres pour faire partie du comité ad hoc proposé, l'organisme en question agirait au nom de tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies et exercerait l'autorité de l'Assemblée sur ses organes subsidiaires. Par conséquent, il est regrettable que le premier amendement figurant dans le document A/C.2/L.901/Rev.1 semble considérer que l'Assemblée et le Conseil ont une autorité égale, et M. Chammas exprime l'espoir que les auteurs modifieront le libellé de cet amendement.

17. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unie de Tanzanie) dit que, dans l'esprit de sa délégation lorsqu'elle a accepté de se joindre aux auteurs du projet de résolution, il était entendu que l'Assemblée générale créerait un comité chargé de s'acquitter des fonctions énumérées dans ce document; elle n'accepte pas les arguments invoqués en faveur de l'exécution de l'étude générale par un comité du Conseil ou par un comité dont les membres seraient désignés à la fois par l'Assemblée et par le Conseil. Le rôle coordonnateur du Conseil, si important qu'il soit, consiste à remplir des fonctions qui lui sont déléguées par l'Assemblée générale et de rendre compte à l'Assemblée de l'exécution de ce mandat.

18. Le fait que les délégations de trois pays en voie de développement figurent au nombre des auteurs des amendements contenus dans le document A/C.2/L.901/Rev.1 semble indiquer que ces délégations n'ont pas constaté que les améliorations récemment apportées à la composition et aux procédures du Conseil n'ont pas eu l'effet de faire de cet organe un instrument plus approprié pour aider les pays

en voie de développement. L'insistance avec laquelle on essaie de faire en sorte que des organes autonomes de l'Assemblée, tels que l'UNCTAD et l'ONUDI, rendent compte, en première instance, au Conseil trahit l'intention de certains Etats de se servir du Conseil comme d'un instrument pour s'opposer à la volonté de l'Assemblée générale.

19. La délégation tanzanienne estime en outre que le bilan des réalisations du comité du Conseil n'est pas si remarquable qu'on soit porté à faire confiance à cet organe pour mener à bien l'étude générale. Ses activités passées n'ont guère consisté qu'en un échange de vues entre les représentants des institutions, sur lequel il a dûment fait rapport au Conseil: il n'est pas parvenu à réaliser une coordination effective des activités de ses membres. Alors que les auteurs du projet de résolution s'étaient efforcés de répondre dans une certaine mesure aux objections soulevées à l'égard de leur proposition initiale de constituer un comité nommé par la seule Assemblée générale, les amendements proposés dans les documents A/C.2/L.895 et A/C.2/L.901/Rev.1 équivalent, en fait, à un rejet de la solution de compromis que serait la création d'un comité mixte et sont, par conséquent, inacceptables. La délégation tanzanienne appuie les observations formulées par le représentant du Liban au sujet du paragraphe 1 du dernier document et estime que le libellé du paragraphe 2 risque de créer d'autres malentendus.

20. M. WILMOT (Ghana) fait observer que les auteurs du projet de résolution et du document A/C.2/L.901/Rev.1 s'accordent à reconnaître que l'étude devrait être entreprise par un organe dont le noyau serait composé des membres du Comité du programme et de la coordination, auxquels viendraient s'ajouter des membres supplémentaires. La question qui se pose est de savoir si ces autres membres doivent être désignés par l'Assemblée générale ou par le Conseil économique et social. La délégation ghanéenne ne peut comprendre pourquoi, si le nouveau comité doit rendre compte à l'Assemblée, comme le proposent les auteurs du document A/C.2/L.901/Rev.1, l'Assemblée n'aurait pas son mot à dire dans la nomination des membres dudit comité, notamment si l'étude doit porter sur les activités économiques et sociales de l'ONU elle-même et d'organes subsidiaires de l'Assemblée, tels que l'UNCTAD et l'ONUDI. La délégation ghanéenne se félicite de ce que les auteurs du projet de résolution soient disposés à accepter des amendements utiles et appuiera le projet de résolution sous sa forme actuelle, sous réserve de l'insertion de l'amendement proposé par le Pérou.

21. M. LOPEZ (Philippines) dit qu'il est prêt à appuyer les amendements figurant dans le document A/C.2/L.901/Rev.1 qui reconnaissent la répartition des compétences et des fonctions entre l'Assemblée générale et le Conseil, telle qu'elle est établie dans la Charte. Ces amendements sauvegardent la primauté du Conseil en matière de coordination, sous réserve de la décision finale de l'Assemblée, et permettent à l'Assemblée d'exercer son autorité si le Comité du programme et de la coordination du Conseil ne répond pas à ce qu'on attend de lui.

22. M. LÓPEZ souligne toutefois que la nomination d'un comité de 21 membres, dont chacun devrait avoir un suppléant, signifie qu'il faudra recruter 42 experts et il n'est pas certain que les gouvernements puissent mettre autant d'experts à la disposition du comité pour les périodes requises. Une décision tendant à élargir la composition du Comité du programme et de la coordination aux fins de l'examen ne peut donc vraisemblablement améliorer ni la qualité ni le caractère représentatif de l'organe chargé d'entreprendre l'étude; c'est pourquoi la délégation des Philippines est d'avis de confier cette tâche à ce dernier comité avec sa composition actuelle.

23. M. WARSAMA (Somalie) dit que sa délégation appuie pleinement le projet de résolution. L'un des principaux objectifs des auteurs est d'éviter le chevauchement des programmes; or, les propositions contenues dans le document A/C.2/L.901/Rev.1 auraient le résultat exactement inverse en créant double emploi et confusion dans les activités du Conseil lui-même. En outre, si le Comité du programme et de la coordination élargi, doit rendre compte au Conseil, il lui sera extrêmement difficile d'examiner les activités de l'organe dont il relève.

24. M. DJOUDI (Algérie) fait observer que toutes les délégations se préoccupent de réduire la disproportion qui existe entre les ressources consacrées aux activités économiques et sociales et les résultats obtenus. Les recommandations figurant dans le rapport du Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées (A/6343) ont identifié la prolifération des organes comme l'un des facteurs qui ont conduit à la situation actuelle; la délégation algérienne partage cette opinion et s'est jointe aux auteurs des amendements figurant dans le document A/C.2/L.901/Rev.1 parce qu'elle estime que le Comité du programme et de la coordination est capable d'entreprendre l'étude proposée. Ces amendements visent, en effet, à promouvoir l'utilisation rationnelle des ressources existantes tout en apaisant les craintes de ceux qui s'inquiètent d'un conflit éventuel de pouvoirs entre l'Assemblée et le Conseil. La délégation algérienne n'est pas irrévocablement opposée à la désignation des membres supplémentaires par le Président de l'Assemblée générale.

25. Mme SOLOMON (Trinité et Tobago) dit que les auteurs peuvent accepter l'amendement du Pérou au paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution qui sera maintenant ainsi libellé:

"Décide de constituer pour trois ans un comité *ad hoc* de vingt et un Etats Membres, composé de cinq Etats Membres désignés par le Président de l'Assemblée générale et des seize membres du Comité du programme et de la coordination du Conseil économique et social . . .".

Cet amendement ayant été accepté, le Pérou est devenu coauteur du projet de résolution.

26. Les auteurs ne peuvent accepter les amendements proposés par le Canada (A/C.2/L.895) car ils ne sont pas pertinents, ni les amendements proposés dans le document A/C.2/L.901/Rev.1 car ils ne reconnaissent pas la primauté de l'Assemblée générale. Sans avoir d'objection de principe à faire

aux deux considérants supplémentaires proposés dans ce dernier document, les auteurs estiment qu'ils n'ajoutent rien aux 12 alinéas existants du préambule. Le libellé du nouveau paragraphe 1 du dispositif qui est proposé est vague et accorde beaucoup trop d'importance au rôle du Conseil économique et social.

27. Le texte initial est plus clair, soulève moins de problèmes constitutionnels et souligne la nécessité d'une action concertée de l'Assemblée générale et du Conseil. Les auteurs ont essayé de tenir compte de toutes les critiques qui ont été faites et estiment que le texte révisé est à la fois logique et acceptable.

28. M. DELGADO (Sénégal) dit que le texte révisé du projet de résolution devrait être examiné compte tenu des recommandations du Comité *ad hoc* d'experts financiers, du nouveau système de coordination qui a été instauré par le Conseil et des dispositions de la Charte. La délégation sénégalaise approuve les objectifs généraux du projet de résolution, mais estime que celui-ci ne tient pas suffisamment compte de la tâche déjà réalisée dans le domaine de la coordination. Le texte contient de nombreux éléments positifs, notamment l'importance accordée aux programmes opérationnels, mais les méthodes choisies laissent à désirer. Les travaux du comité *ad hoc* proposé doivent être intégrés dans les rouages existants et, bien que le texte révisé du projet de résolution tienne compte de la plupart des suggestions qui ont été faites, la délégation du Sénégal estime que l'amendement A/C.2/L.901/Rev.1 répond beaucoup mieux à ses préoccupations.

29. M. Delgado ne partage pas l'opinion des représentants de la République-Unie de Tanzanie et du Ghana au sujet de la nécessité de constituer un nouveau comité spécial de l'Assemblée générale; c'est le Comité du programme et de la coordination qui doit entreprendre l'examen des programmes et des activités. S'il est vrai que, dans le passé, le Conseil a éprouvé des difficultés à coordonner les activités des différents organes, il faudrait, maintenant qu'il a été élargi, lui donner la possibilité de réaliser le travail indiqué dans le projet de résolution. Il faut donc espérer que les auteurs accepteront les amendements proposés dans le document A/C.2/L.901/Rev.1.

30. En ce qui concerne les incidences financières du projet de résolution, M. Delgado s'élève contre le poste de dépenses à du paragraphe 7 du document A/C.2/L.899, car il n'y a pas de raison pour que l'ONU prenne en charge les frais de voyage et les indemnités de subsistance des membres du comité *ad hoc* proposé.

31. M. PARDO (Malte) dit que le premier des considérants proposés dans le document A/C.2/L.901/Rev.1 pour être ajoutés au préambule ne saurait être accepté par sa délégation parce qu'il met le Conseil et l'Assemblée générale sur le même plan. L'Article 60 de la Charte dit clairement que "l'Assemblée générale et, sous son autorité, le Conseil économique et social" sont chargés de remplir les fonctions énoncées au Chapitre IX. Le deuxième considérant proposé est acceptable mais il serait préférable de dire "d'avoir, continuellement", au lieu "d'avoir au moins une fois par an, une vue

globale de l'ensemble des activités . . .". Il vaudrait mieux également préciser qu'il s'agit du coût de ces activités "pour les Gouvernements des Etats Membres".

32. Le nouveau texte proposé pour le paragraphe 1 du dispositif est vague et ambigu. On ne voit pas bien ce que signifie "à titre temporaire" et la dernière phrase du paragraphe est inacceptable. Cette phrase devrait être ainsi rédigée: "Le Comité élargi rendra compte à l'Assemblée générale." Sur ce point, le texte du projet de résolution est beaucoup plus clair car il précise que le comité *ad hoc* présenterait son rapport à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil économique et social.

33. Mme SOLOMON (Trinité et Tobago) annonce que le Ghana et la Somalie se sont joints aux auteurs du projet de résolution.

34. M. VARELA (Panama) dit que sa délégation devra se retirer de la liste des auteurs car, avec l'amendement du Pérou, le projet de résolution est devenu inacceptable. Au Conseil économique et social, le Panama a plaidé énergiquement pour un Comité du programme et de la coordination beaucoup moins nombreux et ne peut accepter que sa composition passe à 21 membres.

35. M. MAKEEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la Commission a perdu trop de temps à discuter des méthodes d'application du projet de résolution au lieu de discuter du fond du projet. Tout le monde appuie l'objectif général des auteurs, mais la discussion a porté sur des points juridiques plus que sur le problème essentiel de la coordination. Le préambule du projet de résolution révisé réaffirme avec raison le rôle central du Conseil économique et social, se félicite de l'élargissement de cet organe et rappelle les nombreuses résolutions adoptées par le Conseil sur la question de la coordination. Pourtant, dans le dispositif, les auteurs semblent avoir oublié le préambule et, au lieu de confier l'étude envisagée à l'organe approprié, à savoir, le Conseil, cherchent encore à créer un nouveau comité. C'est la raison pour laquelle la délégation de l'URSS s'est jointe à d'autres pour proposer les amendements figurant dans le document A/C.2/L.901/Rev.1. Leur texte remanié du paragraphe 1 du dispositif concorde parfaitement avec les recommandations du Comité *ad hoc* d'experts financiers qui sont aussi mentionnées dans le préambule et qui soulignent la nécessité d'utiliser les organes de coordination existants.

36. La délégation de l'Union soviétique éprouve de sérieux doutes sur la constitutionnalité de l'organe recommandé dans le projet de résolution. Le Comité du programme et de la coordination est un organe subsidiaire du Conseil, mais d'après le texte révisé du projet de résolution, l'Assemblée générale doit lui donner des instructions et lui ajouter des membres supplémentaires qu'elle aurait désignés. C'est là un précédent dangereux; le Comité du programme et de la coordination ne peut être constitué que par l'organe dont il relève, qui est le Conseil. Si certains membres sont désignés par le Conseil et d'autres par le Président de l'Assemblée générale, cela soulèvera des difficultés considérables.

37. Accuser les organes de coordination du Conseil de ne pas remplir leur tâche correctement ne sert pas à grand-chose. Il est vrai que le Conseil pourrait peut-être faire davantage pour la coordination, mais seulement si les délégations lui fournissent l'appui nécessaire. Le représentant de l'Union soviétique espère donc que toutes les délégations laisseront au nouveau Comité du programme et de la coordination le temps de faire ses preuves. Ce comité a déjà seize membres et l'on voit mal comment on peut l'améliorer en y ajoutant cinq experts.

38. M. Makeev exprime l'espoir que les auteurs du projet de résolution acceptent les amendements contenus dans le document A/C.2/L.901/Rev.1.

39. M. BLØEND (Danemark) se demande si le chiffre de 54 300 dollars de frais de reproduction, qui figure au paragraphe 4 du document A/C.2/L.899, constitue une estimation correcte.

40. M. VARELA (Panama) dit que les amendements A/C.2/L.901/Rev.1 sont absolument inacceptables parce qu'ils sont ambigus et contradictoires. L'amendement concernant le paragraphe 1 du dispositif demande au Conseil d'élargir son propre comité du programme et de la coordination, alors que le nombre des membres de ce comité a déjà été porté de 12 à 16, et il confond totalement les fonctions de l'Assemblée générale et celles du Conseil.

41. M. VILFAN (Yougoslavie) dit que, en se portant coauteur des amendements contenus dans le document A/C.2/L.901/Rev.1, la délégation yougoslave a été guidée par le souci de formuler une résolution qui recueillerait le plus large accord possible. Il ressort des déclarations des auteurs du projet de résolution que l'on n'a pas réussi à mettre au point une solution approuvée par tous.

42. Le représentant de la Yougoslavie pense que l'unanimité existe sur tous les points essentiels, notamment sur l'importance et l'urgence de l'étude en question. Il semble également que toutes les délégations estiment que c'est à l'Assemblée générale d'autoriser cette étude et que c'est elle qui en est responsable en dernier ressort. Les auteurs de l'amendement pensent que la responsabilité de l'Assemblée peut être établie même si le Comité du programme et de la coordination, auquel s'ajouteront cinq pays désignés par le Président de l'Assemblée générale, se charge de préparer l'étude en question, et ils ont rédigé leur amendement en conséquence.

43. Le représentant de la Yougoslavie ajoute que les observations du représentant de Malte laissent entrevoir la possibilité de trouver un texte commun pour ce projet de résolution.

44. M. WARSAMA (Somalie) demande si le plan pour la préparation d'un manuel et le tableau complet mentionnés au paragraphe 5 du dispositif entraîneront des frais supplémentaires.

45. M. HILL (Secrétariat), répondant au représentant du Sénégal, explique que, si le Comité ad hoc proposé se réunit à Genève pendant une semaine, les frais de voyage et les indemnités de subsistance se monteront à 21 800 dollars et seront à la charge de l'ONU, à moins que les gouvernements n'assument expressément ces dépenses, comme ils l'ont fait dans le cas du Comité ad hoc d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

46. Répondant au représentant de la Somalie, M. Hill souligne que les documents demandés aux alinéas b, c et d du paragraphe 5 du dispositif pourront être publiés sans frais supplémentaires importants.

47. Il convient, avec les représentants de Malte et du Danemark, que les chiffres donnés au paragraphe 4 du document A/C.2/L.899 sont quelque peu élevés. Si c'est nécessaire, il décomposera ces chiffres à la séance suivante. On a évalué arbitrairement à 100 le nombre de pages du rapport préliminaire, mais s'il peut être réduit à 25 ou 30 pages, des économies appréciables seront faites.

48. Les incidences financières des amendements A/C.2/L.901/Rev.1 sont les mêmes que celles du projet de résolution sauf en ce qui concerne les frais de voyage et les indemnités de subsistance prévus — au cas où le comité se réunirait à Genève — au paragraphe 7, alinéa a, du document A/C.2/L.899, qu'il conviendrait de déduire si l'amendement était adopté.

49. Pour le Secrétariat, les mots "à titre temporaire", au nouveau paragraphe 1 proposé dans les amendements A/C.2/L.901/Rev.1, signifient que le Comité du programme et de la coordination serait élargi uniquement pour faire le travail prescrit dans le projet de résolution, le Comité de 16 membres continuant à rendre compte au Conseil de ses autres travaux.

50. M. BADAWI (République arabe unie) présente le document A/C.2/L.901/Rev.2 et attire l'attention de la Commission sur l'amendement révisé au paragraphe 1 du dispositif, qui tient compte des critiques faites par la délégation de Malte et d'autres délégations.

*La séance est levée à 19 h 30.*

